

Burundi : violences meurtrières à Matongo, dans le Nord

RFI, 31-10-2016 Au Burundi, une personne a été tuée et cinq autres grièvement blessées ce week-end dans la commune de Matongo de la province de Kayanza, dans le nord du pays. Ces violences seraient caractérisées par une dimension politique, selon l'opposition qui met en cause la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie désormais de milice, ce que nie l'administration locale appuyée par la police, qui parlent d'un vol qui aurait mal tourné. Les deux parties ne s'accordent que sur un point, la cause qui a entraîné ce drame.

Tout est parti d'un vol d'un panneau solaire sur la colline de Butuhurana, dans la nuit de samedi à dimanche 30 octobre. Selon la version de la police du Burundi, six hommes auraient alors été arrêtés en flagrant délit samedi vers 18h. Des habitants du coin les ont battus et ont tué pendant des heures, avant de les acheminer à un poste de police tout proche. Le porte-parole de la police Pierre Nkurikiye l'a assuré à RFI, les policiers ont tout de suite acheminé les cinq qui paraissaient le plus violemment touchés dans un hôpital. Mais malheureusement, celui qui était resté au poste a finalement succombé à une hémorragie interne. Ses compagnons d'infortune ont finalement quitté l'hôpital dimanche matin et ont été placés en garde à vue au poste de police, où ils ont été rejoints par quatre habitants du village qui auraient participé au passage à tabac, selon toujours la police. La version de l'opposition burundaise est toute autre. Le secrétaire exécutif du FNL d'Agathon Rwasa dans ce secteur, Dédith Niragira, assure que ce sont des Imbonerakure, membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, qui s'en sont pris à des membres de l'opposition accusés de ce vol qui avait eu lieu la veille, sans aucune preuve. Ils les auraient alors passés à tabac pendant des heures, sous l'œil complice de l'administration et la police, du même bord politique. Comme d'habitude donc, deux versions s'affrontent et cela est d'autant plus frustrant, assuraient les journalistes encore sur place au Burundi, qu'ils n'osent pas aller vérifier sur place, dans cette zone totalement acquise au parti au pouvoir.